

système d'abstention commune dont on jugeait, avec raison, que ce n'était pas la Russie qui y gagnait. Il redoutait l'imprévu des combinaisons hasardées : « Je ne suis pas Bismarck », disait-il parfois, et il préférait, à l'audace qui précipite les événements, la patience qui les laisse mûrir.

Le baron d'Éhrenthal a délibérément rompu avec cette tradition ; deux fois, en moins d'un an, ses initiatives ont étonné et alarmé l'Europe. On n'a pas oublié comment, le 27 janvier 1908, le discours où il annonçait l'accord du gouvernement austro-hongrois avec la Sublime Porte, pour la construction du chemin de fer de Sarajevo à Mitrovitza, pensa mettre le feu à l'Europe, rompit l'entente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie et mit fin brusquement à l'ère du *statu quo* dans les Balkans¹. Le 3 octobre de la même année, nouvelle alerte, plus grave : l'empereur François-Joseph fait connaître, par des lettres adressées aux chefs d'États, qu'il juge nécessaire de mettre fin à une situation indécise et mal définie en étendant son pouvoir souverain sur la Bosnie et l'Herzégovine, et de renoncer, dans le sandjak de Novi-Bazar, aux droits que lui confère le traité de Berlin. On apprit en même temps que la principauté de Bulgarie, de sa propre autorité, rompait tout lien de vassalité avec la Turquie et s'érigait en royaume indépendant (5 octobre). Ainsi une double initiative, ébranlant l'autorité du traité de Berlin, mettait en question les fondements mêmes du droit public et modifiait les conditions de l'équilibre européen. Ce coup d'audace a ouvert une crise de la question d'Orient. C'est cette crise dont nous voudrions retracer l'histoire.

Dans l'état actuel de l'Europe, les conséquences d'un acte comme celui du baron d'Éhrenthal dépassent de beaucoup les intérêts matériels qui paraissaient d'abord

1. Voyez notre livre : *L'Europe et l'Empire ottoman*, chapitre vi.